



ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

NOURRIR «Appui au Développement Durable»

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, RENFORCEMENT DES CAPACITES ORGANISATIONNELLES ET TECHNIQUES DES ACTEURS LOCAUX, ACTIONS SOCIALES EN MILIEU RURAL ET PAYSAN, SECURITE ALIMENTAIRE, GESTION PARTICIPATIVE ET COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES...

Mail : ongnourrir@yahoo.fr

Portable : 75 50 42 85 / 75 05 48 86

RAPPORT TECHNIQUE ET FINANCIER DES ACTIVITES DE L'ONG NOURRIR POUR LA PERIODE Mars 2010 – Février 2014

**Rédigé par le
Comité Exécutif de l'ONG NOURRIR**

Décembre 2013

« Nous sommes tous convaincus que nos actions ne sont que des gouttes d'eau dans un immense désert. Mais nous travaillons dans la conviction que là où elle tombe, cette goutte peut faire pousser une plante. Avec ce rythme, on étendra la surface qui fera reculer le désert et qui nourrira des affamés et rétablira l'équilibre social »

« Erick Marcellin SEPAMIO »

AVANT PROPOS

Le présent rapport concerne les activités réalisées par l'ONG NOURRIR au cours des années 2010-2013. Ce rapport montre l'engagement constant et croissant de cette Structure dans l'accompagnement des populations locales vulnérables dans le processus de développement impulsé par l'état Centrafricain.

Il s'agit d'une expérience qui a commencé en 2004 grâce au courage et à la motivation des fondateurs de NOURRIR et de son équipe technique qui ont décidé de faire de la lutte contre la pauvreté leur principe fondateur.

Une longue expérience qui signifie une lourde responsabilité vis-à-vis des populations vulnérables ainsi que des Partenaires nationaux et internationaux impliqués dans l'appui au développement à la base pour l'émergence de leaders locaux capables de prendre des initiatives pour le bien être de leurs concitoyens.

Loin de limiter nos actions, les derniers événements tragiques que notre Pays connaît une fois de plus nous ont confortés dans notre engagement vis-à-vis des populations vulnérables. C'est pour cela que nos activités se sont poursuivies même dans les moments les plus difficiles dans les zones d'accès les plus difficiles du pays avec des résultats très satisfaisants.

Continuité donc, flexibilité, et adaptabilité aux changements de contexte et de dynamiques sociales, politiques, économiques sans sacrifier le sens de responsabilité.

L'ONG NOURRIR est intervenue dans dix Préfectures (sur les 16 que compte le Pays) durant les quatre dernières années, seule ou en partenariat avec des nombreuses structures de base, des institutions et services déconcentrés de l'état ainsi que des organisations de la société civile.

Pour NOURRIR, le partenariat représente encore une valeur, une approche et une stratégie à réaffirmer sans cesse, et surtout avec les organisations communautaires de base qui, si elles sont structurées et leurs capacités renforcées constitueront le fer de lance du développement.

Ce partenariat détermine la capacité à participer aux consultations gouvernementales et faire des propositions dans le cadre de la définition des politiques et programmes sociaux.

NOURRIR est une grande famille composée actuellement de plus de Trente Cinq (35) membres nationaux, compétents et expérimentés.

SOMMAIRE

Liste des sigles et abréviations

I. Contexte de la création de l'ONG NOURRIR

II. Le dispositif opérationnel de l'ONG NOURRIR

III. Les Zones d'Actions de l'ONG

IV. Introduction

V. Approche Méthodologique

VI Les Principaux Projets Mise en Œuvre

VI.1 Projet Santé Education SIDA (PSES)

VI.2 Prise en Charge des Orphelins et autres Enfants Vulnérables du VIH/SIDA

VI.3 Vers un accès pérenne à l'eau Potable et un Environnement Sanitaire Amélioré pour la Population Vulnérables de la Ouaka

VI.4 Mission d'Accompagnement Social des Travaux de Réhabilitation du Réseau de Drainage Pluvial de la Ville de Bangui

VI.5 Campagne d'Information, Education et Communication dans le cadre du Projet de Développement Communautaire et d'Appui aux Groupes vulnérables (PDCAGV)

VI.6 Projet d'Appui à la Production Animale dans la ville de Bangui

VI.7 Projet de renforcement de la société civile et du développement

VII. Difficultés rencontrés

ANNEXES :

*Certificat de service fait

*Tableau récapitulatif des interventions de NOURRIR

ACRONYMES

ACORD : Association de Coordination pour la Recherche et le Développement

AFD : Agence Française de Développement

AGETIP-CAF : Agence des Travaux d'Intérêt Publique en Centrafrique

AG : Assemblée Générale

AEP : Agence d'Encadrement Partenaire

CCC : Communication pour un Changement de Comportement

CCFD : Comité Catholique pour le Développement

CDQ : Comité de développement de quartier

CE : Comité exécutif

COGES : Comité de Gestion

CL : Comité local

CN/CNLS : Comité National de lutte contre le SIDA

CVSSP : Comité Villageois de soins de santé primaire

DGH : Direction Générale de l'Hydraulique

FAO : Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture

FOSA : Formation Sanitaire

IEC : Information Education Communication

IDH : Indice de Développement Humain

MEIA : Ministère de l'élevage et de l'industrie animal

OAC : Organisation à assise communautaire

OCB : Organisation communautaire de base

OEV : Orphelin et enfant vulnérable

OMD : Objectif Millénaire du Développement

OMS : Organisation mondiale de la santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAPA : Projet d'appui à la production animale

PDCAGV : Projet de développement communautaire et appui aux groupes vulnérables

PSES : Projet santé éducation SIDA

PVVS : Personne vivant avec le VIH

THIMO : Travaux à haute intensité de la main d'œuvre

I.ONG NOURRIR « Appui au Développement Durable »

NOURRIR est une Organisation Non Gouvernementale laïque et indépendante composée de spécialistes pluridisciplinaires (Experts en genre, Environnementalistes, Juristes, Médecins, Vétérinaires, Agronomes, Sociologues, Financiers, Architectes, Techniciens divers) désireux de transmettre leurs connaissances.

NOURRIR œuvre pour un développement durable et harmonieux des individus et des communautés de base. Actrice de développement, elle intervient dans le domaine socio économique, sanitaire, environnemental, agricole, Wash, de la formation etc.

NOURRIR s'engage avec les populations dans des recherches, des analyses et des actions capables de remettre en question les systèmes, les structures et les causes de leurs difficultés et de leur pauvreté.

NOURRIR poursuit les buts suivants :

- Lutte contre la pauvreté ;
- Lutte contre le VIH SIDA, paludisme et la tuberculose ;
- Appui à la promotion du genre et l'autonomisation de la femme ;
- Appui à la structuration, et à la production ;
- Formation des organisations communautaires de base ;
- Développement de la formation professionnelle et de l'insertion socio-économique ;
- Recherche d'appuis techniques et financiers pour stimuler l'investissement dans le milieu rural;
- Promotion de l'entrepreneuriat rural des jeunes ;
- La sécurité alimentaire ;
- L'ingénierie sociale ;
- Les actions humanitaires.

Notre Vision :

La vision de NOURRIR est une société plus juste où les citoyens prennent part activement à la gestion de la chose publique et décident de leur avenir.

Notre Principe :

Nourrir dispose de principes fondateurs qui sont :

- Transparence ;
- Neutralité ;
- Rigueur ;
- Résultat.

Nos Valeurs :

NOURRIR estime que les gens sont les premiers acteurs de leur survie et de leur développement ;

NOURRIR œuvre pour la justice sociale et l'égalité, en particulier pour les pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisés ;

Par conséquent, NOURRIR travaille en partenariat avec les communautés et en alliance avec d'autres organisations ;

NOURRIR entend contribuer à résoudre les conflits affectant les communautés sachant que justice sociale et égalité sont la base d'une paix véritable ;

Pour faire avancer ces valeurs, NOURRIR entend accomplir sa tâche avec intégrité et courage ;

NOURRIR respecte et célèbre la diversité tant à l'intérieur des communautés avec lesquelles elle travaille qu'au sein de son organisation ;

NOURRIR recherche l'excellence dans tout ce qu'elle réalise.

Notre Rôle :

- Renforcer les capacités et les moyens d'existence des populations vulnérables ;
- Mobiliser les moyens financiers techniques et humains ;
- Créer des synergies entre les individus et groupements pour leur permettre de partager leurs expériences.

Des Mauvaises Pratiques :

Nourrir lutte pour la bonne gouvernance et condamne les mauvaises pratiques suivantes :

- La Fraude : l'utilisation ou la présentation de faux documents dont le but de détourner de fonds appartenant à l'ONG ou à des bailleurs ;
- La Corruption active : l'allocation d'avantages à un officiel pour qu'il agisse ou qu'il s'abstienne d'agir conformément à ses obligations lézant les intérêts de NOURRIR ou des Bailleurs ;
- Collusion : une entente explicite ou tacite entre plusieurs firmes dans le but d'augmenter les prix, de limiter la production avec pour conséquences pour les entreprises impliquées, des bénéfices plus élevés que ceux qu'elles auraient réalisés.
- Pratique coercitive : l'usage de violences ou de voies de fait directement ou indirectement sur des personnes ou sur leur propriété pour influencer leur participation à un processus d'approvisionnement ou affecter l'exécution d'un contrat ;
- Subornation : l'offre aux employés de NOURRIR de cadeaux en numéraires ou en nature afin de gagner des marchés additionnels ou de continuer un contrat ;
- Implication dans une organisation criminelle ou toute autre activité illégale ;
- Gestion des ressources humaines immorales : l'exploitation du travail des enfants et le non respect des droits sociaux fondamentaux et des conditions de travail des employés ou sous contractant.

NOURRIR exclut de la procédure de passations de ces marchés les candidats ou soumissionnaires tombant dans les cas suivants :

- Faillite, liquidation judiciaire, concordat préventif, cessation d'activité ;

- Condamnation pour des délits affectant leur moralité professionnelle ;
- Défaut de règlement des obligations fiscales et légales du pays.

II.CONTEXTE DE LA CREATION DE L'ONG NOURRIR

La République Centrafricaine, pays fragile et enclavé, a vécu plusieurs décennies de crises militaro-politiques depuis 1996. Aujourd'hui près de 70% de ses 4.5 millions d'habitants vivent sous le seuil de la pauvreté. Le pays est classé 179^{ème} rang sur 187 selon l'indice de développement humain.

Les crises militaro politiques qui ont altéré les infrastructures socio économiques de base, ont accentué la pauvreté humaine déjà notoire surtout en milieu rural. Cette situation a des répercussions dans presque tous domaines de développement.

C'est dans ce contexte que l'Organisation Non Gouvernementale dénommée « **NOURRIR** » a été créée en Août 2004. Elle est engagée dans l'appui au développement auprès de la société civile et des organisations communautaires de base de Centrafrique.

D'une manière spécifique ces activités consistent à :

- Participer à la lutte contre la pauvreté ;
- Impulser et développer la gestion participative communautaire ;
- Appuyer, former et encadrer les organisations communautaires de base;
- Appuyer l'émergence de Leaders locaux ;
- Rechercher des appuis techniques et financiers pour stimuler l'investissement dans le milieu rural et paysan.

III. DISPOSITIF OPERATIONNEL DE L'ONG NOURRIR

Le dispositif opérationnel de l'ONG NOURRIR se présente de la manière suivante :

- **Conseil d'Administration (CA)** : qui est l'organe d'orientation stratégique et de prise de décision de l'organisation. Il est dirigé par un Président.
- **L'Assemblée Générale (AG)** : qui est l'organe suprême de l'organisation, elle est dirigée par un Président et composée de tous les membres.
- **Le Comité Exécutif (CE)** : c'est l'organe administratif de l'organisation. Il détient tous les Pouvoirs de direction. Il réalise et autorise toutes les actions qui ne sont pas expressément réservées à l'Assemblée Générale. Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs à des Commissions Spécialisées. Il est dirigé par un Coordonnateur National, qui gère toutes les activités de l'organisation.
Le comité exécutif se réunit une fois par mois ou à chaque fois qu'une circonstance l'exige.

- **Des Commissions Spécialisées (CS)** : elles s'occupent des domaines suivants :

- ✓ L'étude des projets et de leur exécution ;
- ✓ La recherche de financement.

En cas de besoins, d'autres Commissions spécialisées peuvent être créées par le Comité Exécutif.

- **Des Comités Locaux (CL)** : Se sont des organes qui aident le comité Exécutif dans l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et de la mise en œuvre des Projets dans leur localité respective.

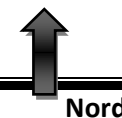
III. LES ZONES D'ACTION DE L'ONG NOURRIR

La zone d'action de l'ONG NOURRIR est l'ensemble du territoire du Pays. Dans le cadre de ses activités, l'ONG NOURRIR dispose d'une représentation (siège) dans les villes et préfectures suivantes :

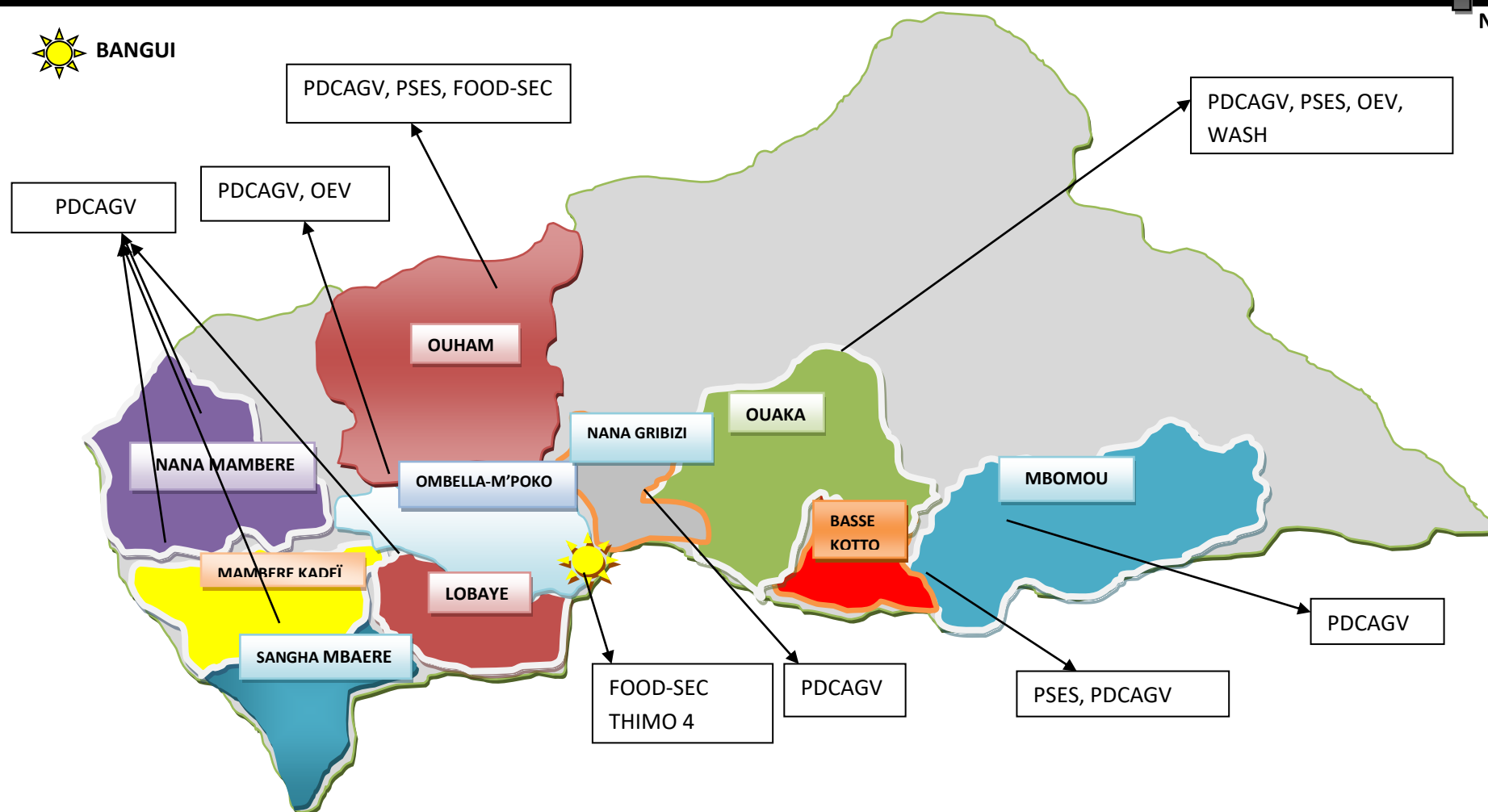
- ✓ **BANGUI**
- ✓ **OUHAM**
- ✓ **OUAKA**
- ✓ **BASSE-KOTTO**
- ✓ **KEMO**
- ✓ **NANA-GRIBIZI**

En plus des Préfectures dans lesquelles l'ONG NOURRIR dispose d'une représentation, elle a mené des activités dans dix (10) Préfectures de la RCA.

**LES PREFECTURES TOUCHEES PAR LES DIFFERENTS PROJETS MIS EN
ŒUVRE PAR L'ONG NOURRIR « Appui au Développement Durable » POUR LA
PERIODE DE MARS 2010-FEVRIER 2014**



BANGUI



LES PROGRAMMES (réalisés et en cours)

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités d'appui au développement auprès de la société civile et des collectivités territoriales de Centrafrique durant ces trois dernières années, l'ONG NOURRIR « Appui au développement durable » a mis en œuvre sept (7) Projets dans les domaines de la Santé, de l'Education, de la Sécurité alimentaire, de l'Eau-Hygiène et Assainissement « Wash » et de l'Ingénierie sociale.

Signalons que sur les sept (7) Projets, quatre (4) sont finalisés et les trois (3) autres sont en cours de réalisation.

Ainsi, le présent rapport restitue toutes les activités réalisées et les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de ces Projets, tout en mettant en exergue les différents points suivants :

- Les cadres d'intervention du Projet ;
- Les principales activités réalisées ;
- Les principaux résultats obtenus ;
- Les principales difficultés rencontrées et les suggestions formulées.

APPROCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologie utilisée dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'ONG NOURRIR est beaucoup plus participative. Cette démarche méthodologique qui se veut hautement participative, est un véritable gage d'appropriation des projets par les communautés de base. Elle a favorisé une forte implication des communautés en tant qu'acteurs de la mise en œuvre et bénéficiaires ainsi que des autres parties prenantes dans tout le processus de mise en œuvre des Projets.

Cette stratégie est ainsi basée sur : (i) la collaboration étroite avec les Autorités, les Partenaires de la société civile locale et les Structures de base (nos actions s'inscrivent dans le cadre du Document Stratégique de Réduction de Pauvreté DSRP et du Programme Indicatif National PIN) ; (ii) la coordination et la concertation avec tous les acteurs impliqués dans le développement de la RCA (Institutions internationales et ONG) ; (iii) une approche participative impliquant activement les partenaires et les bénéficiaires dans toutes les phases d'intervention dans le but de trouver les solutions les plus efficaces ; (iv) la valorisation des différences comme clé du développement avec comme mot d'ordre le respect ; (v) la recherche d'une amélioration constante des compétences dans un souci d'efficacité ; (vi) la pleine conscience de nos responsabilités vis-à-vis des Bénéficiaires, des Bailleurs et des Instances gouvernementales.

SANTE- EDUCATION

LE PROJET SANTE EDUCATION SIDA (PSES) DANS LES PREFECTURES DE LA OUAKA , BASSE-KOTTO ET OUHAM

Cette intervention s'inscrit dans le cadre du programme multisectoriels d'appui à la population défavorisée et très vulnérable de la République Centrafricaine vivant dans les conditions difficiles à travers un appui au renforcement de capacité de la communauté de base, par la construction/réhabilitation des postes et centres de santé, la formation des agents de santé et la dotation en médicaments et équipements biomédicaux dans 54 villages des Préfectures de la Ouaka, la Basse-Kotto et l'Ouham.



Centre de santé du village Garoua (BOUCA) réhabilité

Durée : 28 mois (Mars 2009-Juin 2012)

Financement : Banque Mondiale

Budget Total de l'Action : 322 000 000 F CFA

Zones de la mise en œuvre : 3 Préfectures : La Ouaka, la Basse-Kotto et l'Ouham

Bénéficiaires : 54 Comités Villageois de Soins de Santé Primaire (CVSSP), 54 Comités de Gestion des structures sanitaires de Base, 98 Agents de santé.

Groupes cibles : La population des Préfectures de la Ouaka, de la Basse-Kotto et de l'Ouham

Partenaires : DGH, DSC, DRS n°3, DRS n°4, DRS n° 6

1. Contexte général du Projet

Depuis plusieurs années la population Centrafricaine éprouve d'énormes difficultés qui ont progressivement dégradé leur environnement socio-sanitaire. A cela s'ajoute les crises militaro politiques à répétition qui ont engendré un réel problème de prise en charge sanitaire en ce qui concerne des soins urgents contre le paludisme qui est l'une des principales causes de mortalité tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement Centrafricain a bénéficié d'un crédit de 13 300 000 DTS de la Banque Mondiale pour financer le projet multisectoriel d'appui d'urgence aux secteurs de la Santé, de l'Education et de la lutte contre le VIH/SIDA (PSES).

Les activités qui font l'objet du présent rapport sont liées à la Sous Composante 2b : « *les Microprojets Communautaires de soutien à des réponses d'urgence aux problèmes de la santé* » laquelle s'inscrit aux côtés des deux autres composantes.

Le PSES à travers cette Sous composante a financé des microprojets élaborés par des Organisations Communautaires de Base (OCB) pour répondre aux problèmes urgents de santé notamment la lutte contre le paludisme. Ces microprojets tournent autour des travaux tels que :

- Les petits systèmes ruraux d'approvisionnement en eau potable pour l'amélioration de la santé et la réduction des périls hydriques ;
- Le drainage des zones humides afin de limiter la reproduction et la prolifération des moustiques ;
- les petits travaux et la fourniture de services d'urgence identifiés comme prioritaires au sein des communes (petit matériel médical, réhabilitation limitée, formation des membres des Formations Sanitaires et des membres de la communauté en matière de soins préventifs de base et de la gestion).

1.1. But et objectifs de la mission

Ainsi, pour la mise en œuvre de la sous composante 2b «appui aux microprojets communautaires », le PSES a fait appel à des structures techniques œuvrant sur le terrain appelées Agence d'Encadrement Partenaire (AEP) en vue de fournir une assistance technique aux organisations communautaires de base, notamment les Comités Villageois de Soins de Santé Primaire (CVSSP) pour leur permettre d'identifier, de préparer et de réaliser les microprojets communautaires.

2. Déroulement du Projet

2.1 Objectif général

Fournir un encadrement technique aux Comités Villageois de Soins de Santé Primaires dans le but d'identifier et de réaliser des microprojets communautaires.

2.2 Stratégie d'Intervention

Comme mentionné ci-haut, la méthodologie utilisée dans le cadre de l'accompagnement des CVSSP est hautement participative, ce qui a favorisé une forte implication des communautés en tant qu'acteurs de la mise en œuvre et bénéficiaires ainsi que des autres parties prenantes dans tout le processus de mise en œuvre.

Cette approche vise à amener les CVSSP à:

- Participer à l'identification, à la formulation et à la mise en œuvre des microprojets communautaires ;
- Faire assoir un dispositif concerté de suivi des activités ;
- Faire une mobilisation communautaire autour du ou des microprojets communautaires identifiés ;
- Impliquer les autorités locales.

Cette méthodologie fait appel à des outils pour une meilleure connaissance des problèmes socio-sanitaires. Ce sont :

- Observation de l'état de lieu ;
- Réunion élargie ;
- Entretien libre ;
- Questionnements et débats ;
- Echanges d'expériences.

3. Les activités réalisées

- Sensibilisation, information et promotion des activités du Projet ;
- Identification des CVSSP et de leurs partenaires internes et externes ;
- Réalisation des diagnostics participatifs dans les villages cibles ;
- Instruction et formulation des microprojets communautaires ;
- Préparation des dossiers d'appel d'offre ;
- Passation des marchés communautaires ;
- Suivi des activités et réception des ouvrages ;
- Approvisionnement des formations
- Sanitaires (FOSA) en médicaments et équipements biomédicaux ;
- Réalisation d'une campagne d'IEC pour la lutte contre le paludisme et le VIH-SIDA
- Renforcement des capacités techniques des membres du CVSSP ainsi que du personnel soignant ;
- Appui à la pérennisation des projets et à l'autonomisation des CVSSP.



Clôture de la formation des agents de santé



Formation des agents de santé (Chef de Centre/Poste de santé et matrones accoucheuses)

4. Les Principales Réalisations

Au terme de la mise en œuvre de ce Projet, les principaux résultats suivants ont été obtenus :

- 700 Séances des réunions d'information et de sensibilisation ;
- 54 diagnostics participatifs des villages cibles ;
- 54 comités villageois de soins de santé primaires (CVSSP) mis en place ;
- 54 microprojets communautaires Identifiés, formulés et approuvés ;
- 54 microprojets communautaires réalisés ;
- 386 membres des CVSSP et COGES formés ;
- 98 Agents de santé formés ;
- 54 structures de gestion (COGES) redynamisées ;
- 54 formations sanitaires approvisionnées et équipées (médicaments, équipement biomédicaux et consommables de laboratoire) ;
- 24 Poste de santé construits ;
- 21 Postes de santé réhabilités ;
- 9 Centres de santé réhabilités ;
- 46 Forages réhabilités ;
- 16 Sources aménagées ;
- Les activités sont suivies et évaluées.



Centre de santé du village Gbazian-Bea réhabilité



Remise des médicaments et équipements biomédicaux dans les Centres et Postes de santé

SANTE- EDUCATION

PRISE EN CHARGE DES ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNERABLES (O.E.V) DU VIH/SIDA DANS LA REGION N°4 : LES PREFECTURES DE LA KEMO, DE LA NANA-GRIBIZI ET DE LA OUAKA

Ce Projet de prise en charge des Orphelins et Enfants vulnérables (O.E.V) du VIH/SIDA vise à apporter une aide, un soutien aux personnes vivants avec le VIH/SIDA et aux enfants vulnérables du VIH/SIDA vivants dans des conditions difficiles à travers une prise en charge sanitaire, éducationnelle et le parrainage de ces enfants par des contributeurs privés (Famille, individus). Ce soutien se fait directement au bénéfice des enfants vivant dans les familles ou à travers des structures dans lesquelles ils sont accueillis ou exercent diverses activités. Ce projet couvre essentiellement deux volets : la nécessité d'assurer une prise en charge sanitaire et éducationnelle des orphelins et enfants vulnérables du VIH/SIDA dans la région n°4 du pays.



Distribution des kits scolaires aux orphelins et enfants vulnérables de la région N° 4

Durée : 12 mois (Mars 2009-Juin 2012)

Financement : Fonds Mondial/CNLS

Budget Total de l'Action : 113 277 600 F CFA

Zones de la mise en œuvre : 3 Préfectures : La Ouaka, Kemo et la Nana-Gribizi

Bénéficiaires : Les OEV, les Familles d'accueil

Groupes cibles : La population des Préfectures de la Ouaka, la Kemo et la Nana-Gribizi

Partenaires : DRAS 4, DRS n°4

I. Contexte Général du Projet

Le VIH/SIDA est actuellement la pandémie la plus meurtrière, avec une prévalence en Centrafrique de 10,7%. Son impact dans le pays en fait non seulement une maladie, mais un problème de développement. Le VIH/SIDA est l'une des premières causes de morbidité et de mortalité en RCA. Touchant particulièrement les jeunes, les femmes, les institutions comme l'éducation, l'agriculture et les industries, l'infection à VIH constitue une menace pour la survie de la population Centrafricaine en général et celle des OEV en particulier.

Depuis la notification des premiers cas de SIDA en 1984, le Gouvernement Centrafricain avec l'appui des Partenaires, a développé des plans de lutte. La mise en œuvre de ces programmes jusqu'à fin 2005 a permis d'atteindre des résultats certes insuffisants mais significatifs à savoir la stabilisation de la prévalence à Bangui, l'amélioration de l'état de

santé des PVVH grâce à l'instauration de la thérapie antirétrovirale, l'implication du monde associatif et surtout les Associations des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans la lutte.

C'est dans ce contexte que la République Centrafricaine a sollicité et obtenu du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (GFATM) des subventions pour accroître et étendre la lutte contre les trois maladies que sont le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme lesquelles sont devenues des problèmes majeurs de santé publique et anéantissent sérieusement les efforts de développement socio-économique consentis à ce jour.

L'objectif de l'Accord de subvention signé entre le Fonds Mondial, la CN-CNLS et l'ONG NOURRIR, est de contribuer à la réalisation des objectifs des programmes nationaux en RCA visant à faciliter l'accès de services sociaux de base aux groupes vulnérables dont les OEV, population cible de la présente subvention.

Dans la région sanitaire n° 04 on note une forte prévalence du décès des parents suite à l'infection à VIH/SIDA. Les enfants orphelins (OEV) augmentent le plus souvent la taille des ménages dont les revenus sont encore loin de couvrir les besoins de l'ensemble des membres.

La déscolarisation ou la déperdition scolaire, la marginalisation sont devenues monnaie courante dans le milieu OEV. Ils sont soumis à l'exploitation et aux maltraitances. Faute de structure de prise en charge dans la région en matière d'éducation et de réinsertion, les OEV ayant atteint l'âge de 12 à 18 ans sont obligés de se livrer aux vols, aux actes de vandalisme ou de regagner la rue ou bien la rébellion (cas de la Nana-Gribizi). On assiste encore à un rejet de la solidarité traditionnelle qui, jadis a joué un rôle très important dans la vie en société. Eu égard à ces déficits, difficiles à combler par les structures en place, les actions qu'à eu à mener l'ONG NOURRIR dans le domaine de prise en charge en matière de la scolarisation et de formation professionnelle et l'insertion socio-économique, ont constitué un fer de lance dans la mise en œuvre du document de politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA.

2. Déroulement de la mission

2.1 Objectifs du Projet :

Assurer une prise en charge éducationnelle et médicale correcte des OEV de la Région Sanitaire n° 4 (Préfectures de la Kemo, de la Ouaka et de la Nana-Gribizi) et de manière spécifique il consiste à :

- Identifier et référer les OEV malades aux FOSA ;
- Prendre en charge les infections opportunistes et autres affections de l'enfance ;
- Apporter un appui matériel à l'hygiène des OEV ;
- Assurer la scolarisation, la formation sociaux professionnelles et la réinsertion socio-économique des OEV ;
- Assurer un soutien psycho-social aux OEV, le suivi et les soins à domicile pour les OEV malades ;
- Renforcer la capacité technique et matérielle des ONG/OAC intervenant dans le domaine de la prise en charge médicale des OEV ;
- Suivre et évaluer les activités.

2.2 Stratégie d'intervention

L'approche communautaire est la stratégie utilisée pour la mise en œuvre du programme de prise en charge des OEV. D'une manière concrète elle est basée sur :

- Le plaidoyer ;
- La sensibilisation de masse et de proximité ;
- L'enquête sociale ;
- Le suivi scolaire et médical ;
- La synergie avec les structures locales de prise en charge des OEV ;
- La formation/ transfert de compétences aux acteurs locaux ;
- La contractualisation et l'achat de performance.

3. Les Activités réalisées

- **Animation** : Campagne d'information, de sensibilisation et d'éducation (Mobilisation sociale et plaidoyer) ;
- **Renforcement des capacités** : Recrutement et formation des cadres d'exécution, des quarante cinq (45) volontaires communautaires de l'ONG (animateurs endogènes) dont dix huit (18) dans la Ouaka, quinze (15) dans la Kemo et douze (12) dans la Nana Gribizi ; recyclage des agents de santé de base et du personnel enseignant, structuration, restructuration et redynamisation des organisations de base de prise en charge des OEV ou de lutte contre le VIH/SIDA ;
- Contractualisation et formation des responsables des trente (30) ONG/OAC sous bénéficiaires dont onze (11) dans la Kemo, dix (10) dans la Ouaka et neuf (09) dans la Nana Gribizi. ;
- Identification des mille sept cent soixante seize (1776) OEV en âge d'aller à l'école : six cent vingt deux (622) dans la Kemo, six cent cinquante (650) dans la Ouaka et cinq cent quatre (504) dans la Nana Gribizi ;
- Appui à l'inscription des 1776 OEV : paiement des frais de redevances scolaires,
- Suivi de la fréquentation scolaire ;
- Identification, placement des vingt quatre (24) OEV aptes à la formation socio professionnelle dans les différents centres ;
- **Dotation des OEV en kits scolaires, de formation et vestimentaires** ;
- Paiement des frais d'inscription et d'écolage ;
- Identification des 1965 OEV pour la prise en charge médicale ;
- Visite à domicile/appui psycho-social ;
- Appui à la consultation médicale des 1965 OEV malades ;
- **Equipement des FOSA en médicaments et matériels biomédicaux** ;
- Achat de performances des ONG/OAC sous - sous bénéficiaires ;
- Suivi médical ;
- Appui financier et matériel aux familles d'accueil des OEV ;
- Suivi évaluation des activités (tournée de supervision, réunion de coordination, séances de travail, réunion d'évaluation...).

VI.2.4 Les Principales réalisations

- 1776 OEV scolarisés (Inscrits, assurés et suivis);
- 1965 OEV orientés et dont leur prise en charge médicale est assurée ;
- 24 OEV placés au centre de formations socioprofessionnelles dont leur inscription, frais d'écolage et kits de formation sont fournis ;
- 20 OEV ont bénéficié d'une réinsertion socioéconomique ;
- 30 organisations de base sous-traitantes sont spécialisées dans le domaine de prise en charge des OEV ;
- 45 Volontaires communautaires sont formés et nantis en connaissances sur le suivi Communautaire des OEV.

EAU – HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (WASH)

**VERS UN ACCES PERENNE A L'EAU POTABLE ET UN ENVIRONNEMENT
SANITAIRE AMELIORE POUR LA POPULATION VULNERABLES DE LA OUAKA.**

Ce Projet intervient auprès de la population très vulnérable de la Ouaka vivant dans une situation très difficile. La vulnérabilité de cette population ciblée face aux maladies hydriques et liées à l'insalubrité répandues dans les zones de l'action a nécessité une intervention de large envergure qui a permis la création des points d'eau qui offrira un accès durable à l'eau potable (normes OMS) aux bénéficiaires du projet, permettant ainsi une couverture de 100% des besoins (30% initialement). De même, la construction des latrines familiales et des latrines publiques (dans les écoles et centres de santé) a amélioré l'accès à des infrastructures



d'assainissement pour 70% de la population cible (8.8% initialement).

Pour autant la présence de ces infrastructures ainsi que leur utilisation sont assimilées par la population par un processus d'accompagnement social réfléchi et adapté à chaque village d'intervention. Cette approche sociale de la mise en œuvre de l'ensemble des activités du Projet, adjointe à la création/ renforcement des comités locaux de gestion d'eau, du personnel de santé et des enseignants garanti une bonne utilisation des ouvrages et une appropriation du Projet par les activités de sensibilisation.

Durée : 44 mois (Mars 2009-Juin 2012)

Financement : Délégation de la commission Européenne en Centrafrique (EuropeAide)

Budget Total de l'Action : 1. 895 000 Euros soit 1.241.225.000FCFA

Zones de la mise en œuvre : Préfecture de la Ouaka (Axes Kouango et Bakala)

Bénéficiaires : 9725 bénéficiaires sur les axes Kouango et Bakala

Groupes cibles : La population des Préfectures de la Ouaka : Bambari, Kouango, Bakala et autres.

Partenaires : DRS n°4, DRH 4, ONG TRIANGLE GH

I- Contexte Général du Projet

La République Centrafricaine, pays fragile et enclavé, est traversé par une succession de crises militaro-politiques depuis 1996, maintenant 70% de ses 4.2 millions d'habitants sous le seuil de pauvreté monétaire (2008). Le pays est classé au 179^{ème} rang sur 182 à l'indice de développement humain. A peine 30% de la population a accès à de l'eau potable quand seulement 13.3% ont accès à des installations sanitaires de base. La ressource en eau est pourtant largement suffisante et bien répartie sur le territoire pour répondre aux besoins de la population, mais les défaillances structurelles majeures et la concentration des politiques de développement sur la capitale Bangui, ont renforcé l'enclavement profond des zones rurales.

Les principaux problèmes identifiés concernent le manque d'infrastructures sanitaires et d'accès à l'eau en zones rurales, mais aussi l'absence de structures étatiques capables de développer et de soutenir de telles actions. Ce phénomène est accentué par des problèmes logistiques (accès, manque de moyens localement) récurrents et par la très faible connaissance des populations en termes de pratiques d'hygiène adaptées. Ces populations sont donc très vulnérables aux maladies hydriques, résultant en un taux de mortalité infanto-juvénile très élevé de 220 pour 1000.

Dans l'ensemble de la Préfecture de la Ouaka où NOURRIR et Triangle GH ont mené un diagnostic multisectoriel conjoint avec Aide Médicale Internationale et la Direction Générale de l'Hydraulique (DGH)¹, des besoins d'intervention immenses pour l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement ont été identifiés. **Les axes desservant le nord (Bakala) et le sud-ouest (Kouango) sont particulièrement délaissés** du fait principalement de la vétusté des infrastructures routières qui les desservent. Dans les 22 villages ciblés, l'accès aux soins et à l'éducation de base est extrêmement faible et moins **de 30%** des 9 055 personnes ciblées (soit **9725 bénéficiaires finaux**, en considérant le taux d'accroissement naturel de la population) ont actuellement accès à **de l'eau potable quand 8.8% ont accès à des installations sanitaires améliorées**.

De plus, les faibles moyens institutionnels de la DGH locale ne permettent aucune amélioration de la situation sans un renforcement efficace et ciblée des compétences locales tout en améliorant l'accès aux services de base liés à l'eau et à l'assainissement grâce à la construction d'infrastructures adaptées. Des campagnes de sensibilisation à l'hygiène seront également mises en place afin d'améliorer les pratiques liées à l'hygiène.

Enfin, de manière générale dans le pays et particulièrement dans les zones ciblées, à ces insuffisances structurelles majeures, s'ajoute la **défaillance du capital humain**. Ce facteur majeur concerne les **aspects techniques** liés à la maintenance des infrastructures **autant que les organisations sociales** en charge de leur gestion. **Les principes de transparence et de bonne gouvernance sont bien peu présents** et requièrent un travail social de fond ainsi qu'un accompagnement continu.

2- Déroulement de la mission

2.1 Objectifs du Projet :

Ce Projet vise à contribuer à la réduction des taux de morbidité et de mortalité liés aux maladies hydriques, et de participer ainsi à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) 4, 5 et 6 au travers de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, du renforcement des compétences communautaires et institutionnelles afférentes ainsi que de l'amélioration des pratiques liées à l'hygiène.

2.2 Stratégie d'Intervention

La gestion dudit Projet est effective en définissant une méthodologie commune de la mise en œuvre des activités. Cette méthodologie de la mise en œuvre est subdivisée en deux parties suivant la responsabilité de chaque partie prenante :

- Au niveau des organisations responsables de piloter le Projet : conjointement, l'échange participatif sur le savoir et les savoirs faire de chacune est privilégié pour la définition des grandes orientations stratégiques des activités auprès des bénéficiaires finaux en se basant sur la matrice du Projet. En plus, un comité de pilotage est mis en place pour recadrer les activités trimestriellement en tenant compte des impératifs du terrain et en plus de cela, les organisations faîtières chargées d'assurer la gestion du Projet se retrouvent mensuellement en réunion de sous cluster Wash de Bambari pour des partages d'expérience autour des points liés à l'eau hygiène et assainissement.
- Auprès des bénéficiaires : l'approche participative est privilégiée. Celle ci permet de définir une stratégie pour atteindre les objectifs du Projet. Elle est souvent réalisée avec les apports de toute une communauté dans le cadre d'un processus ouvert et inclusif. Plus les membres de la communauté participent, plus les résultats seront importants. Ainsi, un planning participatif par village est établi à cet effet pour la mobilisation communautaire des matériaux locaux et d'autres activités liées au Projet. Pour ce qui concerne la sensibilisation ou la formation à l'hygiène, l'approche ATPC est le cheval de bataille pour conscientiser la communauté bénéficiaire.



Elaboration d'un planning participatif des activités avec la communauté

3. Activités réalisées :

- Identification des villages cibles ;
- Réalisation d'une enquête CAP ;
- Mobilisation de la communauté ;
- Structuration des comités de gestion des points d'eau ;
- Appui à la mobilisation des contreparties communautaires ;
- Renforcement de capacité des structures de gestion des points d'eau ;
- Animation du milieu ;
- Appui à la création des points d'eau ;
- Appui à la construction des latrines institutionnelles et des particuliers.



Participation de la population à la mobilisation des contre parties communautaires

4. Les Principales réalisations

- 11 Points d'eau (forages) mis en place sur l'axe Bakala ;
- 35 comités de gestion des points d'eau structurés;

- 35 comités de gestion des points d'eau formés ;
- 16 latrines institutionnelles construites ;
- L'accès à l'eau potable est durablement accru et améliorée ;
- L'environnement sanitaire est amélioré grâce à un accès accru aux infrastructures sanitaires et au développement des connaissances et des bonnes pratiques liées à l'hygiène ;
- Les capacités organisationnelles et techniques des acteurs locaux sont renforcées et adaptées aux exigences du Projet.

NB : Ce Projet est seulement à sa première année de réalisation, les autres résultats seront obtenus à la fin du Projet

INGENIERIE SOCIALE

MISSION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU DE DRAINAGE PLUVIAL DE LA VILLE DE BANGUI (PROJET THIMO 4)

Le Projet THIMO 4 (travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre) est une suite logique des précédents Projets THIMO qui vise à améliorer les réseaux de drainage pluviale de la ville de Bangui. En effet, la collecte des déchets solides a été interrompue pendant les multiples conflits armés et sa remise en route demeure problématique. On note une absence notoire de réseau d'assainissement et une insuffisance chronique des infrastructures sanitaires de base. A cela il faut ajouter les effets désastreux des inondations dus aux problèmes de drainage et d'assainissement ainsi que le comportement rétrograde de certaines populations par rapport au mode d'évacuation d'ordure.



La ville de Bangui en saison pluvieuse et les travaux de THIMO 4

Durée : 20 mois (Déc. 2012- Juin 2014)

Financement : Agence Française de Développement (AFD)

Budget Total de l'Action : 22 000 000 F CFA

Zones de la mise en œuvre : Ville de Bangui : 1^{er} et 2^e Arrondissements

Bénéficiaires : 31 Comités de Développement des Quartiers et 14 organisations à assise Communautaire des 1^{ers} et 2^e Arrondissements, la municipalité de Bangui.

Groupes cibles : La population riveraine du 1^{er} et 2^e Arrondissements de Bangui, les ouvriers et manœuvres des entreprises contractantes, les usagers et les commerçants.

Partenaires : Ministère de l'urbanisme, Mairie de Bangui, AGETIF-CAF et les Entreprises des travaux contractantes.

I- Contexte général du Projet

La République centrafricaine, fragile et enclavé est l'un des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne. Elle se classe au 179^e rang sur 182 pays dans l'indice de développement Humain (IDH 2009). Ce classement montre clairement les conditions de vie difficile de la population et le faible accès aux services sociaux de base. L'agglomération de Bangui rassemble maintenant plus d'un million d'habitants dont 75% vivent dans la municipalité de Bangui et 25% dans la commune de Bimbo.

Les services d'approvisionnement en eau et électricité sont très inégaux y compris pour ceux qui ont la chance d'être raccordés aux réseaux. La situation du réseau de drainage pluviale de la ville de Bangui est très préoccupante.

La collecte des déchets solides a été interrompue pendant les multiples conflits armés et sa remise en route demeure problématique. On note une absence notoire de réseau d'assainissement et une insuffisance chronique des infrastructures sanitaires de base.

A cela il faut ajouter les effets désastreux des inondations dus aux problèmes de drainage et d'assainissement ainsi que le comportement rétrograde de certaines populations par rapport au mode d'évacuation d'ordure.

Face à cette situation, le Gouvernement Centrafricain à travers le financement de l'Agence Française de Développement (AFD) a lancé le Projet THIMO IV qui fait suite aux précédents Projets THIMO. Ce Projet opte comme approche la haute intensité de main d'œuvre et a pour mission principale de reconstruire les infrastructures publiques de la ville de Bangui notamment dans le domaine de l'assainissement et de la voirie.

Deux composantes principales sont retenues dans le cadre du dit Projet à savoir : les travaux et les études, le suivi et contrôle (y compris l'accompagnement social et le renforcement de capacité).

A cet effet la zone du Projet qui couvre les 1^{er} et 2^e Arrondissements de la ville de Bangui s'exécute dans un contexte caractérisé par une forte densité de la population, un fort taux de chômage et de mortalité, une grande déperdition scolaire, un faible niveau d'activité économique, une grande insécurité, un faible niveau de structuration sociale et d'organisation communautaire, une quasi absence d'appui au développement par les organismes nationaux et internationaux, et enfin une multiplicité des acteurs et des intérêts. L'ONG NOURRIR « Appui au développement durable » a fait de la lutte contre la pauvreté et de la structuration des Organisations Communautaires de Base l'objet de sa constitution. Disposant d'une solide expérience et d'une grande expertise dans le domaine de la structuration des OCB, de l'accompagnement social et de la mobilisation des communautés pour une meilleure appropriation des projets avec un personnel composé de cadres pluridisciplinaires ayant une longue expérience de terrain a été adjudicataire de l'accompagnement social de ce Projet.

1.1 Buts et Objectifs du Projet

L'ONG NOURRIR, s'est engagé dans le cadre de cette intervention sur la base des expériences passées à offrir un service novateur basé sur le dialogue, l'éducation, la formation, l'implication de tous les acteurs pour une meilleure appropriation et la pérennisation des acquis du Projet.

Les actions de l'ONG auront pour but de relever les défis suivant :

- Eviter les conflits découlant de l'embauche de la main d'œuvre locale;
- Instaurer un dialogue avec toutes les parties prenantes;
- Renforcer les capacités des différents acteurs communautaires et les intégrer dans une dynamique de développement à long terme ;
- Prendre en compte les préoccupations sociales des communautés par les entreprises privées des travaux ;

Assurer la mobilisation et la participation des acteurs de base du Projet pour une meilleure appropriation des acquis des Projets ;
Mettre en place un dispositif de prévention pour éviter les cas de vol et ou détournement ;
Développer la culture de salubrité dans le milieu pour la pérennisation des ouvrages.

En effet, la mise en œuvre de ces mesures permettra d'atteindre les objectifs du Projet en termes de qualité des ouvrages, de dispositif de pérennisation, de délais de réalisation et d'implication des populations bénéficiaires.

2. Déroulement de la mission

2.1 Objectifs du Projet :

L'Objectif de cette mission est d'accompagner la population cible dans la mise en œuvre du Projet en vue de l'appropriation et de la pérennisation de ses acquis. Ainsi, les objectifs spécifiques de cette mission consistent à :

- Réaliser un diagnostic participatif ;
- Renforcer les capacités techniques des structures de base par l'information, la sensibilisation, l'organisation communautaire et le suivi technique des microprojets ;
- Améliorer la communication entre les communautés et les autres acteurs du Projet ;
- Mobiliser et sensibiliser les populations plus particulièrement les usagers des marchés publics et la population riveraine sur les opportunités du Projet, la gestion des infrastructures créées et les inondations à venir ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi –évaluation du Projet.

2.3 Stratégie d'Intervention

L'accompagnement social est basé sur une approche participative qui met **au** centre de toutes actions les populations, les organisations de base et les services déconcentrés comme acteurs et partenaires. Il serait illusoire de vouloir améliorer un environnement sans amener les populations bénéficiaires à prendre en charge elles mêmes l'amélioration de leur condition de vie.

L'approche retenue par l'ONG NOURRIR est la participation interactive. Il fonde son exécution sur le choix de travailler avec les institutions et organisations présentes représentées dans les Arrondissements et celles qui n'existent pas, en vue d'atteindre les objectifs visés de la mission. Il s'agit de faire assimiler la mission d'accompagnement social dans la vie des quartiers et au sein de la municipalité pendant toute la durée du Projet pour la rendre pérenne.

De manière plus pratique, la stratégie de l'action se présente comme suit :

- ***Le plaidoyer*** : les actions en matière de plaidoyer consistent en des réunions d'informations et de sensibilisation des autorités administratives et locales, des populations riveraines longeant les collecteurs (les commerces de la place, le personnel administratif, la population des 1^{er} et 2^e arrondissements, les résidants du camp de la gendarmerie et autres particuliers) et les commerçants du marché central. Le but visé est de les convaincre pour qu'ils appuient l'équipe de la mission pendant les campagnes et qu'ils s'engagent à mener des actions constantes dans la mise en œuvre du Projet.
- ***L'organisation d'un diagnostic participatif du milieu*** : il s'agit d'identifier des problèmes ou des besoins de la population à partir d'une grille d'analyse. Ce diagnostic a permis de mettre en place une base de concertation avec les bénéficiaires du Projet afin d'analyser les problèmes et de dégager les causes, les conséquences et les pistes de solutions.
- ***Les campagnes de sensibilisation et d'information*** : elles sont développées à travers des réunions basées sur les résultats du diagnostic participatif et permettent une meilleure conscientisation.
- ***Le renforcement de capacité des organisations communautaires de base*** : en partant du diagnostic participatif, l'ONG NOURRIR « appui au développement » service consultant a réalisé un état des lieux des structures de base. A cet effet, elle a procédé à la structuration, à la redynamisation, aux appuis conseils et au transfert de compétence en fonction des attentes de la population cible pour dynamiser les organisations.
- ***L'appui à l'élaboration des microprojets*** : il s'agit ici d'accompagner les structures de base à transformer les pistes de solution en microprojets à base communautaire.
- ***Le suivi évaluation*** : il est essentiel de mettre en place un dispositif de suivi évaluation impliquant tous les partenaires de la mise en œuvre dans le seul souci de garantir un meilleur pilotage des actions et la pérennisation des acquis.

En somme, la mise en œuvre des activités du Projet est fondée sur la synergie des acteurs de base avec les intervenants (Entreprises des travaux, Structures d'appui et Institutions publiques...) avec l'implication de la population de la zone du Projet afin d'optimiser la réalisation des objectifs fixés.

3. Les activités réalisées

Les activités réalisées dans le cadre de cette mission se présentent comme suit :

- Sensibilisation, information et promotion des activités du Projet ;
- Identification et restructuration des CDQ, OAC et de leurs partenaires internes,
- Réalisation des diagnostics participatifs dans les quartiers cibles ;
- Renforcement de capacités techniques des structures de base par l'information et la sensibilisation ;
- Sensibilisation et information du public cible sur les activités du Projet ;
- Campagne de sensibilisation de masse sur les activités du Projet ;



Administration des questionnaires du diagnostic participatif

- Instruction et formulation des microprojets communautaires ;
- Préparation des dossiers d'appel d'offre ;
- Passation des marchés communautaires ;
- Suivi des activités des CDQ et OAC ;
- Réalisation d'une campagne d'IEC pour la lutte contre les mauvaises pratiques de gestion des déchets liquides et solides ;
- Amélioration de la communication entre les communautés et les autres acteurs du Projet ;
- Mobilisation et sensibilisation des populations plus particulièrement des commerçants sur les opportunités du Projet, la gestion des infrastructures créées et les inondations à venir ;
- Mise en place d'un mécanisme de suivi –évaluation du Projet.

4. Les Principales réalisations

Au cours de la mise en œuvre de ce Projet les résultats déjà obtenus sont :

- 870 séances de réunion de sensibilisation et d'information avec la population ;
- 280 réunions de plaidoyer auprès des autorités locales ;
- 4 émissions télévisées réalisées sur les activités du Projet ;
- 150 émissions radio réalisées autour des activités du Projet ;
- Au moins une centaine de communiqués radio diffusés émis ;
- Un diagnostic participatif réalisé dans les 31 quartiers des 1^{er} et 2^e Arrondissements de Bangui ;

- 31 comités de Développement de Quartier restructurés et redynamisés ;
- 14 Organisations de base œuvrant dans le domaine de l'assainissement dans les 1^{ers} et 2^e Arrondissement de Bangui restructurés et redynamisés ;
- 122 membres de CDQ et OAC formés ;
- Des actions de visibilité : 1200 prospectus, 800 tees shorts, 950 casquettes, 70 banderoles, et 25 panneaux de signalisation confectionnés pour la visibilité du Projet, du Bailleur, du Maître d'ouvrage et du Maître d'ouvrage délégué ;
- Les activités sont suivies et évaluées.

Signalons que les activités sont encore en cours de réalisation. Les autres informations et réalisations seront inscrites dans le prochain rapport d'activités de l'ONG NOURRIR.

Atelier de restitution des résultats du diagnostic participatif aux autorités locales des 1^{er} et 2^e Arrondissements

Campagne de sensibilisation sur la gestion des ordures ménagères dans les 1^{er} et 2^e Arrondissements

Le centre ville de Bangui inondé pendant la saison des pluies Sensibilisation de masse des usagers sur la gestion des ordures

INGENIERIE SOCIALE

CAMPAGNE D'INFORMATION, EDUCATION ET COMMUNICATION DANS LE CADRE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET D'APPUI AUX GROUPES VULNERABLES (PDCAGV) DANS LES REGIONS N° 1, 2, 3, 4 ET 6

Cette action intervient dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Développement Communautaire et d'Appui aux Groupes Vulnérables (PDCAGV), dans sa composante renforcement de capacité. L'ONG NOURRIR en partenariat avec la Coordination du PDCAGV et sur financement de la BAD, organise une campagne de sensibilisation en direction des populations des zones d'intervention autour des thèmes suivants :

- ✓ La lutte contre le VIH-SIDA et le Paludisme ;
- ✓ La scolarisation des filles ;
- ✓ Le développement de la petite enfance ;
- ✓ La lutte contre la mortalité maternelle et infantile ;
- ✓ Les pratiques néfastes à l'égard des femmes et la protection de l'environnement.



Durée : 3 mois (Février 2013 - Avril 2013)

Financement : BAD

Budget Total de l'Action : 150 000 000 F CFA

Zones de la mise en œuvre : Région n° 1, 2, 3, 4 et 6 (*Ombella M'poko, Lobaye, Sangha-Mbaéré, Mambéré-Kadéï, Nana-Mambéré, Ouham, Kemo, Ouaka, Basse-Kotto et Mbomou*)

Bénéficiaires : 1 143 400 personnes (10 à 60 ans) sur 1 897 350 (RGPH Projection 2012) dont 300 autorités locales, 500 leaders communautaires, 50 responsables STDE de la population relevant des dix (10) préfectures couvert par le projet

Groupes cibles : La population des 10 Préfectures cible : Autorités locales, leaders communautaires et religieux, les services techniques déconcentrés de l'Etat, les organisations de lutte contre le VIH/SIDA, des pratiques néfastes à l'égard des femmes, les PVVIH, les comités de suivi des conventions relatives aux droits de l'enfant, les familles d'accueil, gargarier commerçants, aubergistes, la communauté et ménages, femmes leaders, tradi-praticiens, chasseurs, agriculteurs éleveurs et pygmées...

Partenaires : Ministères de l'environnement, de la santé, des affaires social, des eaux et forêts, de la justice, de l'éducation, le PDCAGV, les ONG et OAC etc.

I. Contexte Général du Projet

La République Centrafricaine, pays fragile et enclavé, a vécu une décennie de crises militaro-politiques depuis 1996. Aujourd'hui, près de 70% de ses 4.2 millions d'habitants vivent sous le seuil de la pauvreté monétaire selon le DSRP I et II. Le pays est classé au 179^{ème} rang sur 187 selon l'indice de développement humain de 2011.

La situation sanitaire du pays est très préoccupante. Seulement 13.3% de la population ont accès à des installations sanitaires de base. La forte prévalence du VIH/SIDA (6,2%) et son inexorable progression, le taux élevé du paludisme (34,4%), la recrudescence de la tuberculose, des infections respiratoires aiguës chez les enfants et la malnutrition constituent autant de défis qui interpellent tous les acteurs de développement.

Ces maladies sont devenues des problèmes majeurs de santé publique et Hypothèquent sérieusement les efforts de développement socio-économique consentis à ce jour.

Ainsi, en 15 ans, l'espérance de vie à la naissance en milieu rural a baissé de 44,8 ans en 1998 à 41,8 ans en 2003 (RGPH 03). Le taux de mortalité infantile en milieu rural est de 141‰ contre 116‰ en milieu urbain.

Les crises militaro politiques successives ont altéré les infrastructures socio économiques de base et ont accentué la pauvreté humaine déjà notoire surtout en milieu rural. A ces conséquences, s'ajoute une augmentation des pratiques traditionnelles néfastes à l'égard des femmes et des filles. D'après une enquête réalisée par le gouvernement centrafricain avec l'appui de l'UNFPA en 2006, plus de 1.596 femmes ont subi une violence de tout genre et 677 ont été victimes de violences sexuelles entre les années 2002-2004 correspondant aux périodes de conflits et de post conflits.

Il convient de rappeler ici que pratiquement tout le territoire national vient de connaître une fois de plus un important conflit armé qui a opposé les forces gouvernementales à la coalition des rebelles « Seléka ». Cette énième crise a causé la destruction des structures de développement et surtout de santé, rendant ainsi la vie précaire aux populations vivant dans ces zones de conflits. Dans ce contexte de crises, la vulnérabilité des populations est très élevée face au risque de certaines maladies telles que les IST/VIH-SIDA, le paludisme et les pratiques néfastes, à savoir les violences à l'égard des filles et des femmes augmentant ainsi le taux de morbidité et de mortalité dans la population en général, et particulièrement le couple mère et enfant.

La dégradation avancée de l'environnement fait partie intégrante des facteurs qui freinent le développement du pays. Aussi, une action allant dans le sens de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement diminuera à long terme l'incidence des maladies hydriques telles que les diarrhées, les salmonelloses, les parasitoses intestinales et urinaires ainsi que les affections liées aux maladies virales (poliomyélite, hépatites virales A et E, etc.)

Pour juguler cette situation, il faut en plus des actions de réhabilitation et de construction de nouvelles infrastructures (offrant des services de base pour améliorer les conditions de vie des communautés), élaborer et mettre en œuvre une action d'IEC pour renforcer les connaissances et conduire à un changement réel de comportement des communautés bénéficiaires de la zone de couverture du Projet.

2. Déroulement de la Campagne

2.1 Objectifs du Projet

Les objectifs généraux visés dans le cadre de cette Campagne sont :

- Renforcer les connaissances de base, sensibiliser, informer et éduquer les populations de la zone du Projet en matière de lutte contre le paludisme et la pandémie du VIH/SIDA ;
- Renforcer les connaissances, sensibiliser, informer et éduquer les populations de la zone du Projet sur l'importance de la scolarisation des filles, du développement de la petite enfance, et la nécessité d'agir pour réduire la mortalité maternelle et infantile, ainsi que les pratiques néfastes à l'égard des femmes ;
- Sensibiliser, informer et éduquer les populations de la zone du Projet sur l'importance de la protection de l'environnement en tant qu'élément essentiel d'un développement durable.

Ainsi, de ces objectifs généraux découlent les objectifs spécifiques suivants :

- Amener les autorités locales et les leaders communautaires à s'impliquer dans la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme, la Scolarisation des filles, le Développement de la Petite Enfance, la Lutte contre la mortalité maternelle et infantile, les Pratiques néfastes à l'égard des femmes et la protection de l'environnement et en faire l'objet de toutes leurs interventions ;
- Amener les ménages et les communautés à adopter de nouveaux types de comportements face au paludisme et à la pandémie du VIH/SIDA ;
- Rendre les communautés et les ménages de la zone du Projet capables de prendre des mesures de prévention tant sur le plan individuel que communautaire en matière de lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA, de la Scolarisation des filles, du Développement de la Petite Enfance, de la Lutte contre la mortalité maternelle et infantile, des Pratiques néfastes à l'égard des femmes et de la protection de l'environnement ;
- Connaître et appliquer les mesures simples de prise en charge du paludisme à domicile ;
- Connaître et maîtriser les différentes manières de transmission et de prévention du VIH/SIDA ;
- Former les relais communautaires pour un transfert de compétence en vue de garantir la pérennisation des actions à la fin du Projet ;
- Faire prendre conscience aux acteurs, de la nécessité de scolariser la jeune fille ;
- Faire prendre conscience aux acteurs, de la nécessité de l'épanouissement équilibré du jeune l'enfant ;
- Connaître les principales causes de la mortalité maternelle et infantile ;
- Améliorer la perception du rôle et du statut de la femme dans la dynamique du genre et du développement ;
- Identifier les principales pratiques néfastes à l'égard de la femme et les actions de lutte contre les violences et la discrimination à l'égard de la femme ;
- Vulgariser les instruments juridiques nationaux et internationaux (Loi sur la protection de la femme contre les violences, Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), et Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) ;

- Faire prendre conscience aux communautés de la zone du Projet de l'importance de la biodiversité pour l'équilibre de l'environnement et un développement durable ;
- Amener les Autorités locales, les Leaders communautaires, les Responsables religieux à s'impliquer dans le processus de la gestion participative des ressources naturelles et/ou de la protection de l'environnement ;
- Former les Leaders communautaires pour un transfert de compétence en vue de garantir la gestion participative des ressources naturelles ;
- Sensibiliser les communautés de la zone du Projet sur les feux de brousse et proposer des alternatives à l'agriculture sur brûlis ;
- Identifier et sensibiliser les acteurs traditionnels de destruction de l'environnement dans les zones du Projet ;
- Susciter au sein de la communauté de base, la création des structures locales de protection de l'environnement ;
- Réfléchir, proposer et vulgariser des mesures d'atténuations des actions posées par l'homme sur l'environnement ;
- Vulgariser les Textes portant protection de l'environnement ;
- Amener la communauté à s'approvisionner en eau potable et à assainir son environnement immédiat.

2.2 Stratégie d'intervention

La campagne d'IEC est bâtie autour des axes habituels que sont la Communication pour un Changement de Comportement (CCC), la mobilisation sociale, le plaidoyer et le renforcement de capacité.

✓ **Plaidoyer**

Les actions en matière de plaidoyer consistent en des réunions d'informations et de sensibilisation des Autorités administratives et locales, des Leaders d'opinion et des Autorités religieuses. Le but visé est de les convaincre à appuyer les équipes d'IEC pendant la campagne et à s'engager à mener des actions constantes pour lutter contre la pandémie du VIH/SIDA et du paludisme, la mortalité maternelle infantile, la scolarisation de la jeune fille, le développement de l'enfance, les pratiques néfastes à l'égard des femmes et la protection de l'environnement.

✓ **Communication pour un Changement de Comportement (CCC)**

Dans le cadre de la campagne, la communication pour un changement de comportement est focalisée sur (i) des visites à domicile (ii), des groupes de discussions ou focus groupe ou causeries éducatives, des entretiens individuels et le counselling.

L'utilisation de cette méthode qui consiste à motiver et à convaincre un individu à agir partant de ses préoccupations, de sa culture et de son expérience permet à l'équipe de la mission de maximiser l'impact des interventions et d'atteindre les objectifs fixés.

Pour ce faire, elle est basée sur la communication qui vise à encourager les comportements positifs, promouvoir et soutenir un changement de comportement au niveau communautaire et social, et maintenir des comportements adéquats.

✓ **Mobilisation sociale**

Elle est basée sur :

- Les grandes réunions ou meetings ;
- Les danses traditionnelles ;
- Les pièces de théâtre ;
- Les émissions radio diffusées (Radios communautaires, Radio privée, catholique et Radio Rurale) ;
- Les jeux concours dotés de prix ;
- Les projections de films ;
- L'installation d'affiche ;
- Le déploiement de banderoles ;
- La distribution de prospectus ;
- La distribution des gadgets (tee shorts, casquettes, stylo, etc.).

✓ **Renforcement de capacité**

Ces actions de renforcement de capacité consistent à apporter un appui technique à l'équipe de terrain de la mission et aux relais communautaires. L'objectif recherché ici est de les doter d'outils et de techniques nécessaires pour une réalisation efficace de la campagne d'IEC pour la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme.

Dans la pratique, les équipes de mise en œuvre de la mission réalisent les activités d'IEC de manière simultanée dans chacune des Unités d'Exécution Régionale du Projet pendant 45 jours.

3. Les activités réalisées

- Organisation du lancement officiel de la campagne à travers un carnaval ;
- Production de messages et support de sensibilisation ;
- Recrutement et formation des animateurs ;
- Réunions de plaidoyer ;
- Ateliers de briefing des responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat ;
- Organisation des réunions d'information, d'éducation et de communication ;
- Campagnes de sensibilisation ;
- Organisation des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation des Textes juridiques ;
- Organisation des ateliers de sensibilisation et de vulgarisation des Textes portant protection de l'environnement ;
- Organisation de réunions d'information, éducation et communication sur la gestion participative des ressources naturelles ;
- Organisation des campagnes de sensibilisation de proximité ou de visites à domicile autour du thème ;
- Emissions radios communautaires, locales ou rurales ;
- Campagnes de sensibilisation de masse avec jeux concours, théâtres et danses traditionnelles ;
- Suivi-évaluation.

Production des messages et de supports de sensibilisation par les Experts de NOURRIR

5. Les Principales réalisations

- Mise en place du dispositif opérationnel de la campagne ;
- 6 missions préparatoires dans les 11 Préfectures, 57 Sous Préfectures et 120 Communes cibles
- 598 Autorités politico-administratives briefés sur les thèmes de la campagne ;
- Information, sensibilisation des autorités administratives et locales et communication sur le PDCAGV ;
- 187 réunions de plaidoyer ;
- Plus de cent messages produits sur les trois thèmes ;
- 950 Animateurs endogènes identifiés ;
- Des supports pédagogiques et outils de communication de la campagne (Banderoles, Tee short, Affiches, Dépliants, Spots, Boite à images etc.) mobilisés à savoir :
 - 6000 Tee-shirts
 - 5000 Moustiquaires imprégnée d'insecticide
 - 6000 Affiches
 - 320 Banderoles
 - 102 Mégaphones
 - 2500 Piles
 - 1000 Prospectus

Matériels (moustiquaires, mégaphones tee-shirts, banderoles...) mobilisés pour la Campagne
NB : Compte tenue de la crise militaro-politique généralisée, ce projet est suspendu et ne reprendra qu'avec le rétablissement de la sécurité.

SECURITE ALIMENTAIRE

PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION ANIMALE DANS LA VILLE DE BANGUI (PAPA)

Ce Projet intervient suite à la crise que connaît la République Centrafricaine, crise qui a considérablement affecté les bassins de production, appauvri les ménages et détruit les petites unités agropastorales. Pour pallier à cette situation, le Gouvernement Centrafricain et la Représentation de l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en Centrafrique, développent des Projets afin d'appuyer les producteurs.

Durée : 6 mois (Sept. 2013- Mars 2014)

Financement : FAO

Budget Total de l'Action : 30 000 000 F CFA

Zones de la mise en œuvre : Les 8 Arrondissements de Bimbo

Bénéficiaires : 69 Groupements des aviculteurs

Groupe cibles : La population de la ville de Bangui et celle de Bimbo.

Partenaires : Ministère de l'élevage et l'Industrie Animale.

1. Contexte Général du projet

Le Projet d'Appui à la Production Avicole (PAPA) est une réponse du Gouvernement Centrafricain au problème de la sécurité alimentaire, par la mise à la disposition des populations des Communes de Bangui et ses environs de la protéine animale à travers l'aviculture.

En effet pour faire face aux effets dramatiques de ces dernières crises sur la population, le Gouvernement Centrafricain et la Représentation de l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en Centrafrique, développent des projets sur des financements divers.

La FAO dans un premier temps avec le CERF, octroi des semences et du petit matériel en vue de sauver la Campagne agricole. Le délai de la sauvegarde de cette Campagne n'ayant pas permis l'achat et la distribution de l'ensemble des prévisions, un reliquat de trente

millions (30.000.000) FCFA soit 5% des prévisions qui sont réallouées à la production des protéines animales rapides en préludes à la réponse à une requête du Gouvernement pour aussi « sauver l'élevage » après les exactions enregistrées sur le bétail et les producteurs du secteur (Réf lettre N°126/MEIA/DIRCAB du 22 Juillet 2013) du Ministère de l'Elevage et des Industries Animales (MEIA) au Directeur Général de la FAO pour le financement du Projet d'Appui à la Production Avicole (PAPA).

L'objectif du Projet est de créer un environnement favorable à la relance et au développement durable de la filière avicole moderne dans une perspective de créer des activités génératrices de revenus et de renforcer la sécurité alimentaire.

Sous la supervision générale du Ministère de l'Elevage et des Industries Animales (MEIA) et de la représentation de la FAO en RCA, l'ONG NOURRIR devra recevoir la gestion intégrale des fonds destinés à produire des provendes aux groupements retenus de Bangui et ses environs listés dans le rapport d'exécution.

Le présent Projet est mis en œuvre dans le cadre de partenariats stratégiques. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), entretient une collaboration avec les organisations du secteur public et privé qui fournissent des services communautaires et de développement rural aux populations.

Les activités qui devraient être réalisées par le Ministère de l'Elevage et des Industries Animales selon le Protocole d'Accord signé le 9 septembre 2013.

2. Déroulement du Projet

2.1 Objectif du Projet :

L'objectif du Projet est de créer un environnement favorable à la relance et au développement durable de la filière avicole moderne dans une perspective de créer des activités génératrices de revenus, de renforcer la sécurité alimentaire et d'augmenter la capacité de production des aviculteurs de Bangui par la fourniture d'aliments et des médicaments vétérinaires.

2.2 Stratégie d'Intervention

Ce Projet est basé sur une approche participative qui met **au** centre de toutes actions les populations vulnérables, les groupements avicoles et les services déconcentrés de l'Etat comme acteurs et partenaires.

L'approche retenue par l'ONG NOURRIR est la participation interactive. Il fonde son exécution sur le choix de travailler avec les groupements et les individuels qui mènent des activités avicoles, en vue d'atteindre les objectifs visés par le Projet.

3. Activités réalisées :

- Identifier les groupements bénéficiaires en rapport avec la FAO et la Cellule avicole ;
- Veiller au respect des opérations de vente ;
- Fournir les intrants vétérinaires en appui aux aviculteurs ;
- Procéder à un contrôle technique des aliments produits et de la qualité des intrants vétérinaires ;
- Veiller sur les opérations de distribution ;
- Veiller aux respects des règles environnementales dans la gestion des bâtiments d'élevage et des entrepôts des aviculteurs ;
- Veiller aux règles de Biosécurité ;
- Faire obligation aux aviculteurs pour réduire les nuisances sonores et olfactives ;
- Produire un rapport final.

Aliments, kits des produits vétérinaires et poussins pour les bénéficiaires

4. Principales réalisations

- 100 Aviculteurs identifiés ;
- Des intrants vétérinaires sont fournis aux aviculteurs :
 - 100 Kits de produits vétérinaires ;
 - 63 000 kg d'aliments soit 24 000 Kg d'aliment démarrage et 39 000 Kg d'aliment croissance/finition.
- Les règles environnementales de la gestion des bâtiments d'élevages et des entrepôts des aviculteurs sont observées.

Poussins, Kits de produits vétérinaires et aliments fournies aux bénéficiaires

SECURITE ALIMENTAIRE

PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS L'OUHAM ET L'OMBELLA M'POKO

Ce Projet intervient suite aux multiples crises militaro-politique qu'a connu la République centrafricaine en générale et en particulier la Préfecture de Bossangoa. Ces événements ont eu comme effet la déstructuration du tissu économique et social, le pillage des actifs agricoles de la population rurale, la déstructuration des organisations communautaires de base etc.

Quelques images des activités réalisées

Durée : 25 mois (Nov. 2010 - Nov. 2012)

Financement : CCFD

Budget Total de l'Action : 65 000 000 F CFA

Zones de la mise en œuvre : Préfectures de l'OUHAM et Ombella Mpoko

Bénéficiaires : 42 Organisations de Base porteuses d'initiatives économique agricole

Groupe cibles : La population vulnérable de Bossangoa et celle du village Ndjo dans l'Ombella Mpoko.

Partenaires : ONG ACORD INTERNATIONAL, DRA3, ACDA, DRAS 3.

1. Contexte Général du projet

Depuis plusieurs années la population Centrafricaine éprouve d'énormes difficultés qui n'ont cessé de dégrader leur environnement socio-économique. A cela s'ajoutent les multiples crises militaro politiques responsables de la déstructuration des organisations communautaire de base.

La population centrafricaine est estimée à 4,4 millions d'habitants (WDI 2010). Cette population croît au taux annuel moyen de 1,9%, soit plus faiblement que la moyenne des pays les moins avancés (2,5%) ou celle des pays d'Afrique sub-saharienne (2,7%). La population est jeune (les moins de 15 ans représentent 41% de la population nationale) et est majoritairement rurale (60%). Elle est inégalement répartie avec une densité moyenne faible de 6 habitants/km² qui croît de l'est vers l'ouest, et une concentration le long des grands axes routiers des villes et communes.

L'économie du pays est dominée par le secteur primaire qui représentait, en 2009, 50,2% du PIB, employait 80% de la population active du pays et produisait plus de 75% des vivriers consommés dans le pays. Près de 6 chefs de ménage sur 10 sont agriculteurs. Les activités principales sont l'agriculture vivrière (28,3% du PIB) et l'élevage (12,7% du PIB).

La pauvreté et le sous-développement en RCA sont les résultats de décennies de guerre civile. Le pays a connu une instabilité institutionnelle de 1996 à 2007 ayant des répercussions majeures sur le cadre de vie des populations, leur sécurité et les équilibres macro-économiques et financiers. Tout cela s'est traduit par des déplacements massifs de populations rurales, des pillages et d'importantes pertes de biens à l'origine de la détérioration des revenus et des conditions de vie des ménages ; destruction de nombreuses infrastructures sociales (centres de santé, écoles) et économiques (hangars, magasins, équipements de transformation, matériel agricole) et une désorganisation des structures de base et des services publics (police, enseignement, santé, administration, etc.).

Ainsi, l'absence d'équipement agricole conjuguée aux faibles capacités des paysans les a conduits à cultiver des surfaces de petites tailles, peu propices pour obtenir un niveau de production et de revenu capables de nourrir les familles rurales et encore moins de les sortir de la pauvreté.

L'ONG NOURRIR en partenariat avec ACORD Centrafrique, en conformité avec sa note d'orientation programmatique et pour améliorer les conditions de vie des populations affectées, ont bénéficié d'un financement du CCFD. Cela a permis la mise en œuvre dans la Préfecture de l'Ouham d'un pré projet sur la sécurité alimentaire (structuration et appui à la production) basé sur le renforcement des acteurs locaux.

Plusieurs activités ont été réalisées en fonction des résultats des diagnostics. Pour atteindre les objectifs, il va falloir poursuivre le travail initié par d'autres actions qui pourraient permettre à la population cible de se construire un avenir meilleur combinant l'acquisition des moyens d'existence durable et favorisant l'émergence d'un leadership local capable de participer activement et de manière responsable aux actions de réponse aux défis de reconstruction physique, économique et communautaire.

2. Déroulement du Projet

2.1 Objectifs du Projet

Créer un processus d'amélioration durable et continue des conditions de vie des populations conforme à leurs aspirations en renforçant leurs droits, basé d'une part sur un renforcement de capacité d'action et d'autre part sur une concertation dynamique et responsable des différents acteurs en présence.

D'une manière spécifique il consiste à :

- Renforcer les capacités des organisations de la société civile rurale et des autorités locales en vue de bâtir les bases essentielles d'une relation de confiance et de synergie pour des actions durables ;
- Promouvoir le développement économique et social des groupes vulnérables à travers la mise en œuvre des plans de développement locaux.

2.3 Stratégie d'Intervention

L'approche retenue pour la mise en œuvre de ce Projet est basée sur la participation interactive. Il fonde son exécution sur le choix de travailler avec les organisations de base et les individus qui mènent des activités économiques agricoles, en vue d'atteindre les objectifs du Projet.

3- Les Activités Réalisées

- ✓ Réalisation du diagnostic organisationnel du milieu ;
- ✓ Appui technique à la structuration des communautés ;
- ✓ Renforcement des capacités des organes et leaders des structures représentatives ;
- ✓ Appui conseil individualisé ;
- ✓ Mise en place des espaces de concertations communaux ;
- ✓ Atelier d'information sur l'approche communautaire ;
- ✓ Sensibilisation des autorités locales ainsi que de la société civile sur les droits et les devoirs des citoyens, sur le DSRP et le développement agricole ; formation des acteurs étatiques sur les bases essentielles de la décentralisation et de la démocratie locale participative ;
- ✓ Elaboration des plans de développement communaux ;
- ✓ Diagnostic thématique et planification locale ;
- ✓ Mise en œuvre des projets locaux de réduction de la pauvreté



Renforcement de capacité, Remise des matériels et équipement agricoles aux bénéficiaires

4. Principales réalisations

- Un Diagnostic organisationnel et relationnel des villages cibles est organisé ;
- 48 groupements porteurs d'initiatives économiques agricoles sont identifiées ;
- 40 groupements communautaires dynamiques ont des capacités accrues sur le plan technique, organisationnel et de la gestion ;
- Trois cadres de concertation communaux mis en place ;
- 40 groupements communautaires sont appuyés en kits agricoles ;
- 6 Plans de Développement Communaux sont mis en place et sont opérationnels ;
- Un espace de dialogue et de concertation pour les acteurs communaux est mis en place ;



ANNEXES

TABLEAU RECAPITULATIF DES INTERVENTIONS DE L'ONG NOURRIR 2010-2013

Secteur d'activité	Titre du Projet/Lieu	Date de début	Date de Fin	Bailleur	Coût de l'action	Partenaire Local
Santé - Education	Fourniture d'assistance technique aux CVSSP/ Ouham, Basse-Kotto, Ouaka	Juin 2009	Juin 2011	Banque Mondiale	322 000 000 FCFA	PSES, DSC, DGH
	Prise en Charge des Orphelins et Enfants Vulnérables du SIDA/ Kemo, Nana-Gribizi, Ouaka	Mars 2010	Déc 2010	Fonds Mondial	113 277 600 F CFA	CN/CNLS
Eau Hygiène Assainissement	Vers un accès pérenne à l'eau Potable et un Environnement Sanitaire Amélioré pour la Population Vulnérables de la Ouaka/ Bambari, Bakala	Déc. 2011	Juin 2015	Union Européenne	1 241 225 000 F CFA	TRIANGLE GH
Ingénierie Sociale	Accompagnement social des travaux à haute intensité de la main d'œuvre (THIMO 4)/ Bangui	Déc. 2012	Juin 2015	AFD	22 000 000 F CFA	AGETIP-CAF
	Campagne d'Information Education et Communication dans le cadre du PDCAGV/ Région 1, 2, 3, 4,5 et 6	Fév. 2014	Déc. 2014	BAD	150 000 000 F CFA	PDCAGV, DRAS 1,2,3,4 et 6
Sécurité Alimentaire	Projet d'Appui à la Production Animale/ Bangui/Ombella M'poko	Sept 2013	Mars 2014	FAO	30 000 000 F CFA	MEIA, OB
	Projet de Renforcement de la société civile et du développement durable/ Ouham	Dec 2010	Nov 2012	CCFD	65 000 000 F CFA	ACORD-RCA, ACDA, DRA 3